



ASSOCIATION RESIDENCE LA ROSELIERE

Avenue du Lac
44 860 PONT SAINT MARTIN

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Corinne GUIBERT
Benoît d'ARGENTRÉ
Experts-Comptables
Commissaires aux comptes

Jean-Michel TALAGAS
Expert-Comptable

ASSOCIATION RESIDENCE LA ROSELIERE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association RESIDENCE LA ROSELIERE,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESIDENCE LA ROSELIERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Vertou, le 17 juin 2024
Le Commissaire aux comptes



BDO ATLANTIQUE
représentée par Corinne GUIBERT

ASSOCIATION RESIDENCE LA ROSELIERE

Bilan - Compte de résultat - Annexe

Exercice clos le 31 décembre 2023

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement	20 895	20 895		
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	44 942	44 942		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	49 452	17 927	31 525	36 206
	Constructions	5 575 619	3 512 636	2 062 983	2 058 117
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	542 199	448 196	94 003	105 706
	Autres immobilisations corporelles	446 025	344 876	101 149	257 831
	Immobilisations corporelles en cours	12 324		12 324	16 574
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	19 090		19 090	19 090
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)		6 710 546	4 389 473	2 321 073	2 493 524
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	41 548		41 548	39 092
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	46 758		46 758	40 482
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 415 155		1 415 155	1 391 273
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	17 515		17 515	9 085
	TOTAL (II)	1 520 977		1 520 977	1 479 931
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		8 231 522	4 389 473	3 842 050	3 973 456
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 411	1 411
	Fonds propres complémentaires	157 699	157 699
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	642 431	542 515
	Autres		
	Report à nouveau	(83 522)	(83 273)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	353 231	288 848
	Excédent ou déficit de l'exercice	141 347	164 049
	Total des fonds propres (situation nette)	1 212 597	1 071 250
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	137 940	151 681
	Provisions réglementées	11 864	11 864
	Total des autres fonds propres	149 804	163 545
	Total des fonds propres	1 362 401	1 234 794
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	142 214	192 817
	Total des fonds reportés et dédiés	142 214	192 817
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	61 000	61 000
	Total des provisions	61 000	61 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 538 203	1 696 902
	Emprunts et dettes financières divers	108 998	112 915
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	174 751	201 141
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	443 800	462 383
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 194
	Autres dettes	10 682	10 310
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	2 276 434	2 484 844
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 842 050	3 973 456
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	141 347,32	164 049,22
	(1) Dont à moins d'un an	1 002 767	1 124 796
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	180	190
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 821 006	1 669 475
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 606 446	1 724 118
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	100	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 000	4 189
	Utilisations des fonds dédiés	53 341	7 614
	Autres produits	126 320	131 336
Total des produits d'exploitation		3 613 392	3 536 921
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	549 784	500 899
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	186 005	164 976
	Salaires et traitements	1 730 651	1 605 970
	Charges sociales	650 876	593 244
	Dotation aux amortissements et dépréciations	371 468	352 187
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	2 738	163 209
	Autres charges	1 605	2 342
Total des charges d'exploitation		3 493 128	3 382 828
RESULTAT D'EXPLOITATION		120 264	154 093

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		120 264	154 093
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 292	2 498
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		10 292	2 498
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	31 779	25 433
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		31 779	25 433
RESULTAT FINANCIER		(21 487)	(22 935)
RESULTAT COURANT avant impôts		98 777	131 158
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	26 068	13 978
	Sur opérations en capital	20 949	19 767
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	47 017	33 745
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 431	
	Sur opérations en capital		424
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	2 431	424
RESULTAT EXCEPTIONNEL		44 586	33 321
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 016	430
TOTAL DES PRODUITS		3 670 701	3 573 164
TOTAL DES CHARGES		3 529 354	3 409 115
EXCEDENT ou DEFICIT		141 347	164 049
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

I. INFORMATIONS GENERALES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

L'association a pour objet la gestion d'une maison de retraite située à PONT SAINT MARTIN.

L'association gère une résidence de 72 lits d'accueil permanent et 1 lit d'accueil temporaire.

L'association exerce ses activités avec des moyens financiers alloués par l'ARS et le Conseil Départemental. Les autres recettes proviennent principalement de la participation des usagers correspondant au prix de journée hébergement et au reste à charge de la dépendance.

L'association est propriétaire de son bâtiment.

Faits marquants de l'exercice

Néant

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les présents états financiers (bilan – compte de résultat et annexe) couvrent la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, soit une durée de douze mois.

Les présents états financiers concernent l'ensemble des activités de l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions :

- du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général,
- du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- du règlement 2019-04 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérés par des personnes morales de droit privé à but non

Règles et Méthodes Comptables

lucratif ,

- pour de l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

-
selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Comptabilité au coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

Changements comptables

Néant

III. NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

L'avis n°2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles et méthodes applicables aux établissements et services privés sociaux et médico sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles a précisé les conditions d'application des règlements n°2002-10 et n°2004-06 du CRC relatifs à la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des actifs.

Les dispositions relatives à la comptabilisation par composants et au calcul des amortissements sont intégrées dans l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements et services privés sociaux et médico sociaux. Les immobilisations doivent être amorties selon les durées d'utilisation différenciées entre la structure et les composants.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. L'association qui ne dépasse pas les seuils du décret cité ci-après, a retenu :

- la durée d'usage pour le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables ;
- la méthode d'amortissement par composants comme indiqué précédemment et la prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et mesurables.

(Décret comptable, art. 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG art. 322-4-5, al. 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005, arrêté du 26 décembre 2005, JO du 3 janvier 2006).

Règles et Méthodes Comptables

Les autres immobilisations incorporelles et corporelles font l'objet de plans d'amortissement selon le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

- Logiciels	de 3 à 5 ans
- Agencements terrains	de 5 à 10 ans
- Construction	de 10 à 25 ans
- Agencements, aménagements divers	de 5 à 15 ans
- Matériel et outillage divers	de 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
- Mobilier	de 3 à 15 ans

Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Résultat effectif des entités gestionnaires d'ESSMS

TAB LEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	141 347.32	164 049.22
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	141 347.32	164 049.22
Dont résultat effectif effet règlement ANC 2018-06	10 059,81	10 059.81
Dont résultat effectif sous gestion propre	275.09	-249.00
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	131 012.42	154 238.41

Règles et Méthodes Comptables

Emprunts et dettes

La variation des emprunts et dettes correspond aux encaissements et cautions des résidents et au remboursement du capital des emprunts en cours.

Dettes

Les charges sociales et fiscales sur indemnités de congés payés ne sont pas comptabilisées en provisions pour charges mais rattachées aux dettes fiscales et sociales, leur détermination étant suffisamment précise.

Suite aux arrêts de la Cour de Cassation du 13 septembre 2023 qui ont conclu à la non-conformité au droit européen de la règle selon laquelle un salarié malade n'acquiert pas de congés payés, un changement de méthode de calcul de la provision de congés payés a été opéré sur l'arrêt des comptes 2023. La loi 2024-364 du 22 avril 2024 est venue mettre en conformité le droit français et préciser les modalités de rétroactivité de cette nouvelle disposition.

Les compteurs des congés payés en cours d'utilisation et d'acquisition pour les salariés sous contrats de travail au 31 décembre 2023 ont été complétés des jours concernés par des arrêts dans la limite des données connues de façons suffisamment fiables à la date d'arrêt des comptes.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement effectif.

Contributions volontaires en nature

Les prestations effectuées par les bénévoles concernent l'accompagnement des résidents lors de sorties, l'organisation et la participation à des animations, à des activités de jardinage et de bricolage. Leur importance n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association. L'association n'est pas en mesure de recenser et de valoriser la contribution volontaire des bénévoles.

Informations sur les concours publics et subventions reçues

		EHPAD
Concours publics	Etat	1 289 282.24
	Conseil départemental	280 816.32

Règles et Méthodes Comptables

Subvention d'exploitation	Etat	36 347.43
	Autres	

V. AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

(Article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à notre association.

Le Président et la trésorière de l'association sont des bénévoles. Nous ne donnerons pas d'informations chiffrées car cela aboutirait à donner une rémunération individualisée du directeur.

Engagement retraite

L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, à savoir son passif social au titre des indemnités de fin de carrière. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire à savoir selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation,
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être présent dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Paramètres économiques

- le taux d'actualisation retenu est de 1% par an.

Paramètres sociaux

- convention collective Hospitalisation privée à but non lucratif FEHAP
- l'augmentation annuelle des salaires de 1.5% pour les non-cadres et de 2% pour les cadres,
- le départ est prévu à 64 ans pour l'ensemble du personnel
- le taux de rotation retenu 10% dégressif jusqu'à 50 ans pour les non-cadres et de 1% constant pour les cadres
- le départ intervient à l'initiative du salarié.
- le taux de charges sociales patronales est de 47.60% pour les non-cadres et 60% pour les cadres

Paramètres techniques

- la table réglementaire utilisé est la INSEE 2019-2021,
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis,
- les plans de financement sont établis à partir des salariés en CDI présents à la clôture.

L'engagement s'élève au 31 décembre 2023 à 201 125.00 €. Seule une quote-part de 61 000,00 € a été constatée sur l'exercice 2009 par réaffectation d'une provision antérieure devenue sans objet.

Engagement financiers donnés et reçus

Engagements reçus en garantie des emprunts :

<i>Organismes</i>	<i>Date</i>	<i>Capital</i>	<i>Garanties</i>	
			<i>Conseil Général</i>	<i>Commune</i>
<i>Prêteurs</i>	<i>Contrat</i>	<i>Dus au 31/12/2023</i>		
Crédit Mutuel - PLS maison	27/04/04	21 667.11 €		100 %
Crédit Mutuel - PLS cantou	15/04/08	382 850.14 €	50 %	50 %
Crédit Mutual	05/05/17	153 849.87 €		50%
Crédit Mutuel	17/07/19	141 724.24 €		50%

Règles et Méthodes Comptables

Crédit Mutuel	24/12/20	325 047.04 €		50%
Crédit Mutuel	09/12/21	165 422.46 €		50%
Crédit Mutuel	16/12/22	245 673.93 €		50%

Engagements donnés :

<i>rganismes prêteurs</i>	Date contrat	Capital Dus au 31/12/2023	Garanties
LCL	02/10/14	100 855.76 €	Hypothèque conventionnelle à hauteur de 764 700 € sur le bien appartenant à l'association

Effectif moyen

L'effectif moyen de l'association sur l'année 2023 est de 50.96 ETP.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	20 895					20 895
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	44 942					44 942
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 837					65 837
CORPORELLES	Terrains	49 452					49 452
	Constructions sur sol propre	3 704 131					3 704 131
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 085 052		140 033	(646 404)		1 871 488
	Instal technique, matériel outillage industriels	488 209		19 130	(34 860)		542 199
	Instal., agencement, aménagement divers	681 263			681 263		
	Matériel de transport	4 627					4 627
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	400 071		44 105		2 777	441 398
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	16 574		12 324		16 574	12 324
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 429 379		215 592		19 352	6 625 619
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	19 090					19 090
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 090					19 090
TOTAL		6 514 306		215 592		19 352	6 710 546

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	20 895			20 895
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	44 942			44 942
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 837			65 837
CORPORELLES	Terrains	13 246	4 681		17 927
	Constructions sur sol propre	2 600 378	183 406		2 783 784
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	130 687	598 165		728 852
	Instal technique, matériel outillage industriels	382 503	65 693		448 196
	Autres instal., agencement, aménagement divers	507 045		507 045	
	Matériel de transport	4 627			4 627
	Matériel de bureau, mobilier	316 458	26 569	2 777	340 250
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 954 945	878 514	509 822	4 323 636
TOTAL		4 020 782	878 514	509 822	4 389 473

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	11 864			11 864
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	11 864			11 864
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	61 000			61 000
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	61 000			61 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		72 864			72 864
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

	<i>Fonds propres clôture 31/12/2022</i>	<i>Affectation du résultat N-1</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution ou consommation</i>	<i>Fonds propres clôture 31/12/2023</i>
Fonds propres sans droit de reprise	159 110				159 110
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	542 515	99 916			642 431
Autres réserves					
Report à nouveau	(83 273)	(249)			(83 522)
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs	288 848	64 382			353 231
Excédent ou déficit de l'exercice	164 049	(164 049)	141 347		141 347
Situation nette	1 071 250		141 347		1 212 597
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	151 681		6 249	19 989	137 940
Provisions réglementées	11 864				11 864
TOTAL	1 234 794		147 596	19 989	1 362 401

Variation des Subventions d'Investissement

	<i>Subventions à la clôture 31/12/2022</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Subvention à la clôture 31/12/2023</i>
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	329 796	6 249		336 045
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	329 796	6 249		336 045
Quotes-parts virées au compte de résultat	178 115	19 989		198 105

Variation des Fonds Dédiés

	<i>Fds dédiés clôture 31/12/2022</i>	<i>Reports</i>	<i>Utilisations</i>		<i>Transferts</i>	<i>Fonds dédiés clôture 31/12/2023</i>	
			<i>Montant global</i>	<i>dont rembours- ements</i>		<i>Montant global</i>	<i>dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices</i>
<i>Subventions d'exploitation</i>							
<i>Concours publics des ESSMS</i>							
Fonds dédiés investissements Hébergemen	9 941		774			9 167	
Fonds dédiés investissement Soins	14 950		3 783			11 167	
Fonds dédiés exploitation Covid	3 087		3 087				
Fonds dédiés exploitation Soins	161 409		45 696			115 712	
Fonds dédiés exploitation Dépendance	3 430	2 738				6 168	
<i>Contributions financières d'autres org.</i>							
TOTAL	192 817	2 738	53 341			142 214	

La partie des ressources (subventions, concours publics...) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	41 548	41 548	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	46 758	46 758	
	Charges constatées d'avance	17 515	17 515	
TOTAL DES CREANCES		105 821	105 821	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	1 112	1 112		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 537 090	274 185	657 987	604 919
	Emprunts et dettes financières divers	108 998	98 237	10 761	
	Fournisseurs et comptes rattachés	174 751	174 751		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	208 367	208 367		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	205 165	205 165		
	Impôts sur les bénéfices	2 016	2 016		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	28 253	28 253		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	10 682	10 682		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		2 276 434	1 002 767	668 748	604 919
Emprunts souscrits en cours d'exercice		22 500			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		376 063			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		39 829
Autres créances		39 829
Fourn.avoirs non parvenus	1 064	
Divers prdts à recevoir	38 765	

Charges à payer

31/12/2023

Total des Charges à payer		295 572
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 112
Intérêts courus s/emprunts	1 112	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		42 229
Fourn fact non parvenues	42 229	
Dettes fiscales et sociales		252 231
Dettes prov pr congés payés	114 821	
Personnel charges à payer	63 426	
Chges s/prov congés payés	56 029	
Org. soc. charges à payer	14 917	
Etat charges à payer	3 037	

ANNEXE

Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2023	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		17 515	142 214
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		17 515	142 214

Produits constatés d'avance : fonds dédiés